

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché n°2026-0078-00-00-MPF

Acheteur

Numih France
GIP mipih12 rue Michel Labrousse
CS 93668
31036 Toulouse Cedex 1
Siret n° 18310021300028*Marché public passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert***Mise à disposition et maintenance d'une solution de gestion et de diffusion de SMS**

NB : Tout comme l'ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l'initiative du soumissionnaire.

SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché	6
Article 2. Forme du marché.....	6
2.1 Choix de la procédure	6
2.2 Allotissement	6
2.3 Tranche optionnelle	6
2.4 Montants du marché.....	6
Article 3. Durée et délais d'exécution du marché.....	7
3.1 Durée du marché.....	7
3.1.1 Durée du contrat	7
3.1.2 Variantes-PSE	7
3.1.3 Marché de prestations similaires.....	7
3.2 Délai d'exécution	7
3.2.1 Généralités.....	7
3.2.2 Délais de mise en ordre de marche	7
3.2.3 Délais liés au suivi support.....	8
3.2.4 Non-respect des délais – prolongation des délais d'exécution	8
Article 4. Application du C.C.A.G.- TIC	8
Article 5. Documents contractuels	8
5.1 Pièces particulières	8
5.2 Pièces générales	9
5.3 Notification.....	9
Article 6. Sous-traitance / Cotraitance	9
6.1 Sous-traitance	9
6.2 Modalités de paiement direct.....	10
6.3 Cotraitance	10
6.4 Répartition des paiements.....	10
Article 7. Protection des données à caractère personnel.....	10
Article 8. Condition d'exécution des prestations	10
8.1 Lieu d'exécution des prestations	10
8.2 Qualité	10
8.2.1 Représentant du Titulaire.....	11
8.2.2 Gestion des personnels du Titulaire.....	12
8.2.3 Représentation de l'acheteur	12

Article 9.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
9.1	Droits et obligations de l'Acheteur	12
9.2	Droits et obligations du Titulaire	12
9.3	Nature des obligations du Titulaire	13
9.4	Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement	13
9.4.1	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	14
9.4.2	Protection de l'environnement.....	14
9.5	Confidentialité et sécurité	14
Article 10.	Conditions de droits d'usage.....	15
10.1	Condition d'accès à la solution	15
10.2	Responsabilité.....	15
Article 11.	Dépôt des codes sources.....	16
Article 12.	Garantie contre les tiers	16
Article 13.	Plan de continuité d'activité.....	17
Article 14.	Opérations de vérifications	17
14.1.1	Vérification d'aptitude (VA).....	17
14.1.2	Vérification de service régulier (VSR)	17
14.1.3	Réception.....	17
Article 15.	Constatation de l'exécution des prestations	18
Article 16.	Émission des bons de commande	18
16.1	Emission des bons de commande	18
16.2	Contenu des bons de commande	19
16.3	Modification, suspension et interruption des bons de commande	19
Article 17.	Modalités de détermination des prix	20
17.1	Contenu des prix	20
17.2	Mois d'établissement des prix	20
17.3	Forme des prix.....	20
17.4	Révision du prix.....	20
17.4.1	Formule de révision	20
17.4.2	Ajustement spécifique: répercussion de la baisse des tarifs publics du Titulaire	21
17.4.3	Modalités.....	21
17.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée	21

Article 18.	Modalités de règlement du marché	21
18.1	Paie ment	21
18.2	Facturation	22
18.3	Paie ment des cotraitants.....	23
Article 19.	Pénalités	23
19.1	Généralités	23
19.2	Pénalités relatives au retard de la mise en ordre de marche (MOM)	24
19.3	Pénalités pour retard d'envoi des SMS	24
19.4	Pénalités pour indisponibilité (GTR).....	24
19.5	Pénalités en cas de manquements fonctionnels	25
19.6	Pénalités relatives à la délivrabilité	25
19.7	Sécurité et protection des données.....	25
19.8	Pénalités relatives à la réversibilité et continuité d'exploitation	25
19.9	Pénalités relatives au travail dissimulé.....	25
19.10	Pénalités pour non-respect des évolutions réglementaires	25
19.11	Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité.....	25
19.12	Pénalités pour absence aux réunions	26
19.13	Pénalités pour perte ou non restitution de badge en fin d'intervention	26
19.14	Pénalités pour non-conformité des prestations	26
19.15	Manquement aux obligations de remplacement en cas de départ ou d'absence.....	26
19.16	Pénalités pour non-respect de la clause du plan de continuité d'activité (PCA)	26
Article 20.	Propriété intellectuelle sur les résultats	26
Article 21.	Clause de sécurité	27
Article 22.	Clauses de réexamen	27
Article 23.	Responsabilité et assurances.....	28
23.1	Responsabilité extracontractuelle	28
23.2	Responsabilité contractuelle	28
23.3	Responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité des données ou la disponibilité des services	28
23.4	Assurances	28
Article 24.	Obligation de vigilance dans les marchés publics.....	28
Article 25.	Travailleurs détachés	29

Article 26.	Résiliation.....	29
26.1	Généralités.....	29
26.2	Décès, incapacité du Titulaire du marché	30
26.3	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire du Titulaire du marché 30	
26.4	Faute du Titulaire du marché	30
Article 27.	Exécution aux frais et risques du titulaire	31
27.1	Inexécution partielle ou totale de prestations	32
27.2	Résiliation du contrat aux frais du titulaire	32
Article 28.	Règlement des différends	32
Article 29.	Dérogation au C.C.A.G.	32

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise à disposition et la maintenance (suivi support) d'une solution de gestion et de diffusion de SMS à partir des systèmes d'information des Centres Hospitaliers des adhérents de l'acheteur.

Cette solution est destinée à l'Acheteur ainsi qu'à ses clients/adhérents dans le cadre de développement à façon.

Le descriptif précis des prestations à exécuter figure dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières de la consultation (C.C.T.P.).

Pour respecter ces objectifs, le Titulaire devra :

- Réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- Assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et les Chefs de Projet de l'Acheteur.
- Respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur.

Article 2. Forme du marché

2.1 Choix de la procédure

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande en application des articles L2125-1 et R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 dudit code.

2.2 Allotissement

Conformément aux articles L2113-11 et R2113-2 du Code de la commande publique L'Acheteur ne peut allouer géographiquement ou techniquement le présent accord cadre, sauf à restreindre la concurrence et rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En effet, l'objet de l'accord-cadre présente des prestations fortement dépendantes et liées, nécessitant une homogénéité dans leur réalisation. Les moyens nécessaires à l'exécution des différentes missions doivent être mutualisés afin notamment de réduire l'impact financier du marché public. La nature et la technicité des prestations nécessitent un traitement uniforme et global par un seul et même prestataire pour optimiser la coordination des prestations, permettre une efficacité dans leur mise en œuvre, et aboutir à un résultat cohérent.

2.3 Tranche optionnelle

Le marché ne comporte pas de tranches optionnelles.

2.4 Montants du marché

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base :

- D'un prix forfaitaire relatif à : intégration, mise à disposition de la plateforme et maintenance. La notification du présent marché vaut ordre de service d'exécuter la part forfaitaire.
- Les prestations de formation contenues dans la partie forfaitaire feront l'objet d'une commande distincte. L'Acheteur jugera de la nécessité de passer commande au moment de l'exécution des prestations.
- De prix unitaires relatif à l'émission de SMS

L'accord-cadre à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

Le montant estimatif des prestations pour la période initiale est 816 000 € HT

Pour sa partie à bon de commande l'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum de de 1 370 000 € HT pour la période initiale.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction

- Est entendu par montant maximum, le montant au-delà duquel le marché s'éteindra de fait.
- Est entendu par montant estimatif, le montant envisagé par l'acheteur sur la période pour la réalisation des prestations. Il ne s'agit donc pas d'un montant minimum.

Article 3. Durée et délais d'exécution du marché

3.1 Durée du marché

3.1.1 Durée du contrat

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de 1 an (12 mois) à compter de sa notification. Le présent marché comprend 3 reconductions tacites sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans. La durée des reconductions est de 12 mois.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance du marché initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction du marché, ni refuser sa reconduction.

3.1.2 Variantes-PSE

Aucune variante n'est autorisée dans ce marché.

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle.

3.1.3 Marché de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des prestations similaires au présent marché public pourront être réalisées.

Le marché de prestations similaires pourra être mis en place dans les conditions fixées à l'article susmentionné.

Le montant maximum tient compte du coût de ces dernières dans le cas où l'acheteur souhaiterait y recourir. Le choix de l'acheteur de ne pas recourir aux prestations similaires n'ouvrira droit à aucune indemnisation du titulaire.

3.2 Délai d'exécution

3.2.1 Généralités

Le point de départ des délais d'exécution correspond à la date indiquée dans le bon de commande correspondant, ou est à défaut la date de notification de celui-ci.

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

Tout retard entraînera l'application de pénalités telles que définies au présent document.

3.2.2 Délais de mise en ordre de marche

La Mise en Ordre de Marche (MOM) correspond à la fourniture et la livraison des clés des licences par dérogation à l'article 29 du CCAG/TIC.

Le Titulaire du présent marché s'engage à mettre à la disposition de l'Acheteur la plateforme logicielle dans les conditions définies dans l'article 2.2 du CCTP.

3.2.3 Délais liés au suivi support

Les délais liés au Suivi Support (maintenance, assistance technique) sont décrits à l'article 7.2.2 du présent CCAP.

3.2.4 Non-respect des délais – prolongation des délais d'exécution

Hors cas de force majeure, le non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités dont le montant est précisé au présent document.

Communication des difficultés-Prolongation de délai

Si une cause étrangère au Titulaire fait obstacle à l'exécution du marché, la Personne Publique peut, sur demande de celui-ci et suivant le caractère des faits signalés, accorder une prolongation du délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG/TIC.

Le titulaire signale immédiatement au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord cadre dans le délai contractuel du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement échappant à sa responsabilité. Parallèlement, il indique la durée de prolongation demandée. Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans un délai maximum de 15 jours.

Le délai éventuellement prolongé a, pour l'application du contrat, les mêmes effets que le délai contractuel.

Article 4. Application du C.C.A.G.- TIC

Le marché se réfère expressément au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté ministériel le 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021.

Article 5. Documents contractuels

5.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-TIC, les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe éventuelle :
 - La Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), ayant valeur contractuelle ;
 - Le cas échéant, l'annexe de sous-traitance à l'acte d'engagement (DC4) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Le Cadre de Réponse du Mémoire Technique du titulaire (C.R.T.) ;
- L'Annexe RGPD – RT / STU ;
- L'annexe Exigences de sécurité
- L'Engagement de confidentialité des tiers ;
- La Charte de Sécurité du Système d'Information.

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées en cours d'exécution.

Les documents et correspondances relatifs au marché public sont rédigés en langue française. Les exemplaires originaux conservés par l'acheteur sont les seuls documents faisant foi.

Il est précisé que toute clause portée dans les conditions générales de vente ou dans les tarifs du Titulaire contraire aux stipulations des documents régissant le marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

5.2 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à le marché, notamment :

- Le Code de la commande publique ;
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication / de prestations intellectuelles (*) ;
- Le Code du travail ;
- L'ensemble des normes citées dans le cahier des clauses techniques particulières.

(*) Ce document est un document général que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

5.3 Notification

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-TIC la notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire contre reçu, de l'acte d'engagement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

Article 6. Sous-traitance / Cotraitance

6.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte spécial signé par l'Acheteur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance et par le titulaire (le mandataire en cas de groupement d'entreprises).

En cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché public, les demandes devront être présentées par le titulaire du marché public à l'acheteur au plus tard 15 jours avant la date prévue d'intervention du ou des sous-traitant(s).

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro du marché public,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des acomptes,
- la date d'établissement de prix,
- les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitants prévus aux articles R2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ❹ Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant ;
- ❺ L'exemplaire unique du marché délivré, le cas échéant, au titulaire lors de la notification, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance ;
- ❻ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

Il est entendu que le titulaire reste l'interlocuteur unique de l'acheteur, y compris pour les prestations sous-traitées.

6.2 Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

6.3 Cotraitance

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, dans les deux formes de groupements, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

6.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant, les DC4 indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

Article 7. Protection des données à caractère personnel

Les éléments relatifs au traitement des données à caractère personnels sont explicités dans l'annexe RGPD RT -ST du contrat. Ce document doit être complété et signé par titulaire du marché public.

Article 8. Condition d'exécution des prestations

8.1 Lieu d'exécution des prestations

Selon le type de prestation, ces dernières seront réalisées :

- Soit dans les locaux du Titulaire ;
- Soit dans les locaux de l'Acheteur (tous sites).

8.2 Qualité

Le Titulaire s'engage, au titre du présent marché, à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché. À ce titre, il garantit le respect des stipulations du présent marché.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux fournitures et prestations du présent marché.

L'Acheteur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire devra apporter une maîtrise dans la mise en œuvre de la prestation et dans le pilotage de celle-ci. Cette maîtrise passe par la fourniture d'un Plan Assurance Qualité (PAQ) sous 30 jours ouvrés à compter de la date de notification du marché décrivant notamment :

- Les objectifs
- Planning
- Risques
- Rôle et responsabilité des personnes RACI
- La relation entre le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage ;
- Les processus applicables, mis en œuvre, outils et méthodes ;
- Mesure de la qualité des prestations ;
- Les moyens nécessaires.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'Acheteur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du Projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

8.2.1 Représentant du Titulaire

La bonne exécution des prestations suppose que le Titulaire n'affecte au marché qu'un seul responsable (ci-après désigné « Responsable de projet ») chargé de le représenter auprès de l'Acheteur.

Le Titulaire désigne nommément dans son mémoire technique et méthodologique un Responsable de projet à la compétence adéquate nécessaire pour le suivi du présent marchés.

Le Responsable de projet, ainsi désigné, est l'interlocuteur unique de l'Acheteur pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire désigne également un Responsable de projet suppléant qui interviendra en cas d'empêchement du Responsable de projet Titulaire.

Les interlocuteurs de l'Acheteur, dont le Responsable de projet, peuvent à tout moment être remplacés sur l'initiative du Titulaire, à condition que la ou les personnes qui remplace(nt) chaque interlocuteur soi(en)t de compétence au moins équivalente.

Tout changement de Responsable de projet du Titulaire, après information de l'Acheteur (le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et le Chef de projet de l'Acheteur), dans un délai de deux mois avant sa cessation de fonction, doit se faire tout en assurant la continuité du service rendu.

Dans ce même délai de deux mois, le Titulaire présente le remplaçant au Représentant du Pouvoir Adjudicateur (ou son représentant) et au Chef de projet de l'Acheteur.

A défaut de désignation, ou si le Responsable de projet remplaçant est récusé dans un délai d'un mois à compter de sa nomination, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 47 du C.C.A.G.-TIC.

8.2.2 Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le Représentant de l'Acheteur et le Chef de projet de l'acheteur et désigner un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée. Le remplaçant proposé à l'acheteur, et validé par lui, prend ses fonctions le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le Titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

En outre, l'Acheteur peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du marché. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 50 du C.C.A.G.-TIC.

8.2.3 Représentation de l'acheteur

Le responsable de projet désigné par l'acheteur pour le suivi des prestations est la personne désigné par lui lors de la réunion du lancement du marché.

Il assure la cohérence des missions confiées au Titulaire et coordonne les prestations.

Article 9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**9.1 Droits et obligations de l'Acheteur**

L'acheteur s'engage à communiquer au personnel du Titulaire toute information et tout document nécessaire à l'exécution des prestations objets du présent marché.

L'acheteur est ainsi tenu en général à une obligation de collaboration et à ce titre met à la disposition du Titulaire les informations le concernant et qui lui seraient nécessaires dans le cadre des présentes.

9.2 Droits et obligations du Titulaire

Il appartient au titulaire :

- D'assurer la bonne exécution des prestations dont il a la charge et pour lesquelles il assure la maîtrise d'œuvre, conformément aux règles de l'art, aux lois et règlements en vigueur ;
- De fournir les compétences techniques nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- De respecter les niveaux de performance définis dans le C.C.T.P. et d'effectuer dans les meilleurs délais toute opération requise en vue de corriger toute anomalie ;
- De prévenir rapidement l'Acheteur de toute difficulté, tout événement et/ou fait de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent document et au C.C.T.P. et de prendre les mesures nécessaires pour y remédier ;
- De coopérer étroitement avec l'Acheteur et les intervenants diligentés par l'Acheteur ;
- D'exécuter en temps utile son obligation de conseil et de mise en garde auprès de l'Acheteur ;
- De respecter les délais prévus dans le C.C.T.P. dans l'exécution des prestations.
- Le Titulaire s'interdit d'interroger le personnel de l'Acheteur ou des utilisateurs sans consulter préalablement le coordinateur désigné par elle.

- Le Titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations, ni communiquer les éléments couverts par le secret commercial.
- Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation expresse et écrite de l'Acheteur.
- La publication des résultats par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable de l'Acheteur
- Le Titulaire est tenu d'une obligation de loyauté.
- Le Titulaire s'engage à conseiller l'acheteur dans le cas où cette dernière émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché.

□ **Obligation de mise en garde** : le titulaire doit communiquer à l'Acheteur, pendant toute la durée du marché, toute information dans son domaine de compétence portant notamment sur les performances de la démarche engagée.

□ **Obligation de renseignement** : le titulaire devra communiquer, sur simple demande de l'Acheteur, les moyens d'obtenir des informations relatives à l'évolution des caractéristiques et spécificités de l'activité et de l'offre de services du titulaire et des solutions actualisées correspondant à l'objet du marché.

□ **Obligation de conseil** : le titulaire devra conseiller l'Acheteur dans ses choix et notamment :

- L'informer de toute amélioration possible en rapport avec les choix qu'elle aura arrêtés,
- Lui signaler toute orientation nuisible ou défectueuse, tout choix stratégique présentant des risques anormaux présents ou futurs au vu des informations fournies au titre de son obligation de mise en garde,
- Signaler à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Acheteur, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

□ **Obligation d'information** : Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG TIC, Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

9.3 Nature des obligations du Titulaire

Le Titulaire est seul responsable de l'ensemble des choix, des moyens techniques, logistiques, informatiques, humains, et matériels à mettre en œuvre pour garantir la conformité des prestations aux règles du marché ainsi qu'aux règles de l'art.

En tout état de cause, le Titulaire réalise les prestations objet du présent marché conformément aux documents contractuels et dans le respect d'une obligation de résultats portant sur le respect des délais d'exécution des prestations et des exigences de confidentialité.

Le titulaire est tenu à obligation à une obligation de résultat en ce qui concerne le respect des délais et de la confidentialité.

9.4 Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

9.4.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent aux Titulaires, ainsi qu'à l'ensemble de ses co-traitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Acheteur se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

9.4.2 Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

9.5 Confidentialités et sécurité

L'Acheteur et le Titulaire s'engagent à respecter mutuellement les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité dont l'étendue est ci-dessous rappelée.

Obligations du Titulaire :

Le Titulaire s'engage (pour lui-même et pour son personnel) :

- Concernant les informations, les documents et les outils informatiques :
 - à ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes physiques ou morales non autorisées les informations et documents dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

Seul le personnel de l'acheteur, ainsi que le personnel habilité par le Titulaire dans le cadre du présent marché, sont autorisés à accéder aux informations, aux documents et aux outils informatiques nécessaires à l'exécution de la prestation.

- à ne pas utiliser les informations, les documents et outils informatiques mis à sa disposition à d'autres fins que celles spécifiées dans le présent marché.
 - à ne pas modifier, altérer ou copier les informations, les documents et outils informatiques dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent marché.
 - à faire prendre et respecter les mêmes engagements de confidentialité vis à vis de son personnel.
- Concernant la sécurité :
 - à prendre les mesures nécessaires et adéquates pour assurer la sécurité des informations, des documents et des outils informatiques dont il disposera dans le cadre de l'exécution du marché et qu'il devra échanger ou partager avec l'acheteur ou l'acteur de santé.
 - Concernant la charte de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques :
 - à respecter et à faire respecter par son personnel la charte de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques applicables aux personnels des acteurs de santé pour le compte duquel la prestation est réalisée.

Obligations de l'Acheteur :

L'Acheteur s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le Titulaire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché (si le caractère confidentiel est assuré par l'acheteur [absence de communication à des tiers], le Titulaire partage ses méthodes avec l'acheteur),
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

Vérification du respect des engagements :

- L'acheteur, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le Titulaire, des engagements prévus au présent article.

Durée des obligations :

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché pour une durée 10 ans.

Exception à la protection :

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics, notamment les informations et documents déjà en possession du Titulaire, ceux élaborés de façon indépendante par le Titulaire en dehors du cadre de ce marché, voire obtenus de tiers par des moyens légitimes.

A l'issue du chaque marché :

- Les fichiers et les documents opérationnels propriété de l'acheteur ou de ses ayants droit, seront restitués ;
- Tous les éléments restituables avant la fin de cette opération devront l'être dès que possible.
- Le Titulaire s'engagera à ne conserver aucune donnée liée à l'acheteur ou aux établissements avec lesquels il a collaboré

Article 10. Conditions de droits d'usage

Les présentes conditions d'utilisation sont propres à toutes les licences fournies dans le cadre du présent marché.

Pour permettre l'utilisation de la solution conformément à sa destination, l'Acheteur et les établissements adhérents ayant souscrit au service pourront procéder sans l'autorisation de l'auteur :

- à implanter et utiliser la solution sous toute forme lisible par ordinateur sur les machines identifiées et caractérisées par un type et modèle, numéro de série et lieu d'installation, et dans la version définie au marché,
- reproduire la solution aux seules fins d'établissement d'une copie de sauvegarde.

10.1 Condition d'accès à la solution

L'utilisation de la solution est réservée exclusivement à ses préposés ou aux personnes qu'elle a agréées pour en faire usage dans ses locaux conformément à ses attributions. En aucun cas, cette solution ne peuvent être fournis en temps partagé à des utilisateurs extérieurs sans la permission écrite préalable du Titulaire.

10.2 Responsabilité

La responsabilité du Titulaire ne pourra être recherchée du fait d'une mauvaise utilisation de la solution par l'Acheteur ou ses adhérents.

D'un commun accord les parties conviennent que le prestataire est soumis à une obligation de résultats dans l'exécution de ses prestations. En cas déclaration éventuelle de responsabilité du Titulaire, l'indemnité totale due à l'Acheteur en réparation de son préjudice ne pourra excéder la somme

effectivement perçue au titre du droit de suivi dans l'année où est constaté l'incident ou la difficulté ayant entraîné la mise en cause de la responsabilité.

La limite ci-dessus ne s'applique pas aux dommages corporels, ni aux dommages aux biens corporels, dont le Titulaire sera responsable dans les conditions de droit commun.

L'Acheteur et le Titulaire conviennent expressément que tout préjudice financier, ou toute autre action autre que celles relatives à la propriété industrielle et intellectuelle, dirigée contre l'Acheteur par un tiers constitue un dommage indirect et n'ouvre pas droit à réparation.

Article 11. Dépôt des codes sources

Le Titulaire certifie et garantit qu'au jour de la signature du présent marché les codes sources du progiciel dont il a la propriété des droits d'auteur ont été régulièrement déposés et enregistrés sous son nom à l'Agence pour Protection des Programmes (APP) sise au 249, rue de Crimée - 75019 PARIS ou dans tout établissement en France ou en Europe garantissant les droits de la Personne Publique.

Dans le cas contraire, il s'engage à les déposer dans le mois suivant à compter de la signature du présent marché.

Le dépôt des codes sources s'entend du dépôt sur microfiches, disquettes ou bandes magnétiques des microfiches, des codes sources et objets de tous les éléments permettant leur compilation et l'obtention d'un programme exécutable, des mises à jour, corrections, extensions, modifications, nouvelles versions des codes sources et objets, des documents de support y compris tous les éléments et documents techniques nécessaires à l'utilisation et au support et l'évolution des codes sources et objets des progiciels.

Les frais de dépôt sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire prendra toutes les mesures pour que ce dépôt soit maintenu et mis à jour pendant la durée des droits d'utilisation accordés à l'Acheteur.

Les parties conviennent que l'Acheteur pourra accéder aux codes sources du progiciel, éléments et documents précités dans les conditions visées à l'article 6 du règlement général de l'Agence pour la Protection des Programmes ou dans des conditions identiques si les codes sources, les éléments et les documents sont conservés dans un autre établissement.

Au sens des présentes, le droit d'accès s'entend des droits de reproduction, d'utilisation, d'adaptation, de développement, de traduction, de correction, d'évolution, de suivi, de support des progiciels pour les besoins propres de l'Acheteur.

Article 12. Garantie contre les tiers

Si une action en justice fondée sur une revendication de droit d'auteur sur les progiciels à fournir par le Titulaire est intentée à l'encontre de l'Acheteur, le Titulaire paiera les frais et les dépens et versera les dommages-intérêts qui peuvent être mis définitivement à la charge de l'Acheteur au cours d'une telle action.

Ces engagements sont subordonnés aux conditions suivantes :

- le Titulaire recevra de la Personne Publique la notification écrite de cette revendication dans un délai de 15 jours,
- le Titulaire sera appelé en qualité de garant dans l'action intentée contre l'Acheteur; celui-ci souffrira qu'il invoque dans cette action tous les moyens utiles à sa défense,
- le Titulaire est directement saisi par voie amiable ou par assignation en justice, d'une réclamation fondée sur les motifs du paragraphe ci-dessus ; il est tenu d'aviser l'Acheteur de cette réclamation.

Dans tous les cas cités précédemment, le Titulaire est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que l'Acheteur ne soit pas troublé dans l'usage des progiciels litigieux fournis par le

Titulaire, soit en obtenant du demandeur l'autorisation de continuer cet usage, soit en modifiant ou en remplaçant à ses frais les progiciels litigieux.

Si un jugement devenu définitif fait défense d'utiliser les progiciels litigieux, l'Acheteur acceptera de mettre fin à la concession de droit d'usage des progiciels litigieux, le Titulaire remboursant le montant total du droit de concession.

Article 13. Plan de continuité d'activité

Dans les trois mois suivant la notification du marché, le Titulaire devra avoir rédigé et présenté à l'Acheteur un plan de continuité d'activité (PCA), indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée au profit de l'Acheteur ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Le Titulaire s'engage à tenir à jour le PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant la prestation.

En cas de non-respect des stipulations susmentionnées des pénalités seront appliquées.

Article 14. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification de l'exécution des prestations sont conformes aux exigences formulées à l'article 5.1 du CCTP complété comme suit :

NB : en cas de contradiction, les exigences formulées au CCTP primeront sur toute autre stipulation.

14.1.1 Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour but de constater que la solution livrée présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions précisées par le marché.

La VA peut se baser sur :

- des vérifications du bon fonctionnement de la solution selon des scénarios de tests réalisés sur la base de cahiers de recette
- des vérifications de la présence et de la complétude de la documentation livrée conjointement avec le système.

Le délai imparti à la personne publique pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est d'un mois à partir de la mise en ordre de marche.

Si la vérification d'aptitude est positive, le représentant du pouvoir adjudicateur procède à la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, le Titulaire, après intervention sur le système, notifie une nouvelle mise en ordre de marche.

14.1.2 Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que la solution fournie est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions prévues dans le cahier des clauses techniques particulières.

La régularité du service s'observe pendant une durée de trois mois.

14.1.3 Réception

A l'issue de la période de vérification de service régulier, la personne publique dispose de sept jours pour notifier au titulaire sa décision.

Si la vérification de service régulier est positive, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation du système dans des conditions jugées acceptables par la personne publique.

Si la vérification de service régulier est négative, la Personne Publique prononce soit l'ajournement des prestations, avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire d'un mois, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Dans tous les cas, la décision de la Personne Publique est matérialisée par la signature d'une décision de réception de la solution logicielle, laquelle est communiquée au Titulaire. Le Titulaire joint une copie de cette décision à sa facture.

Article 15. Constatation de l'exécution des prestations

Sauf écrit contraire de la part de l'acheteur, l'admission de la prestation du Titulaire est prononcée à compter de la date de validation du dernier livrable attendu du Titulaire dans le cadre de la mission qui lui a été confiée.

Le représentant de l'acheteur concerné remettra au Titulaire une attestation de fin de mission concomitante au mandatement du solde du marché, cette dernière tiendra lieu de décision d'admission. Cette attestation constate que le Titulaire a rempli toutes ses obligations. Le Titulaire joint une copie de cette décision à sa facture.

A défaut, c'est le mandatement et le cas échéant le paiement du solde, qui tiendra lieu d'attestation.

Article 16. Émission des bons de commande

16.1 Émission des bons de commande

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission de bons de commande. Aucune prestation ne pourra être réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par l'Acheteur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande.

L'Acheteur est en droit d'émettre des bons de commande jusqu'au dernier jour. Le délai d'exécution de chaque commande sera fixé dans le bon de commande correspondant sans toutefois dépasser 12 mois.

Les commandes peuvent être adressées dès la notification jusqu'à l'expiration de la durée du marché. A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, mais l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à son terme, sans pouvoir excéder 6 mois après la fin du marché.

Le délai et les modalités d'exécution sont mentionnés dans le bon de commande, à défaut le point de départ du délai est la date de notification du bon de commande.

L'ordre d'émission du SMS émis via la plateforme du Titulaire vaut bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-TIC., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

En vertu de l'article 3.7.3 du CCAG-TIC, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

16.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen donnant date certaine et valent ordre de réaliser les prestations.

Les bons de commande comporteront au minimum les mentions suivantes :

- Les références du marché (numéro et dénomination) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ;
- Le prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- Les montants de la commande HT et TTC et taux de TVA ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations

L'Acheteur met à disposition les informations nécessaires à la bonne réalisation du bon de commande.

Le titulaire a une obligation de conseil envers l'Acheteur.

Dans ce cadre, par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.–TIC, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours à compter de la réception du bon de commande pour accuser réception par retour daté et signé du bon de commande et signaler à l'organisme toute réserve dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations objet du présent marché

En l'absence de réserves par le titulaire dans le délai ci-dessus, celui-ci ne pourra dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

16.3 Modification, suspension et interruption des bons de commande

L'Acheteur a la faculté de modifier, suspendre ou interrompre un ou des bons de commande moyennant un préavis de quinze (15) jours. Le Titulaire doit, s'il l'estime opportun pour le bon déroulement du marché, préconiser à l'Acheteur de modifier, suspendre ou interrompre un bon de commande, l'Acheteur demeurant libre de procéder ou non, en tout ou partie, à la modification, suspension ou interruption préconisée par le Titulaire.

Modification

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'Acheteur émettra alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions modifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande réduit le champ d'intervention du Titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à la l'ordre de modification. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui. Dans les autres cas, la modification du bon de commande ne donnera droit à aucune indemnisation du titulaire.

Suspension

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra suspendre l'exécution pour une durée qu'elle indiquera au Titulaire. Cette suspension n'ouvre aucun droit à indemnisation au profit du Titulaire.

A l'expiration de cette durée, l'Acheteur pourra soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande, soit émettre un bon de commande rectificatif dans les conditions mentionnées ci-dessus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions décrites ci-dessous.

Interruption

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur pourra en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à l'ordre d'interruption. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui. Dans les autres cas, l'interruption du bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 17. Modalités de détermination des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varient pas en cas de variation de change.

17.1 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent les prix des prestations du présent marché détaillées dans l'offre technique du Titulaire, conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché (y compris déplacement, hébergement, restauration) et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le Titulaire.

En outre, ces prix intègrent les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations (papiers, enveloppes, intercalaires, cartons ...).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

17.2 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé mois zéro (Mo).

17.3 Forme des prix

Le présent marché est un marché traité à prix mixtes :

- Prix forfaitaire pour le paramétrage, le suivi support et la mise à disposition de la plateforme, le cas échéant, le transfert de compétence
- Prix unitaire pour la fourniture de SMS/MMS

Les prix sont exprimés en euros HT et ne comportent au maximum que deux chiffres après la virgule.

17.4 Révision du prix

17.4.1 Formule de révision

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché. Par dérogation à l'article 10.1.1 du C.C.A.G.-TIC, les prix du marché sont révisibles annuellement par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o * (0,15 + 0,85 (I_n/I_o))$$

Dans laquelle :

P_n = prix révisé de la prestation

P_o = prix initial de la prestation figurant dans le Bordereau de prix du prestataire ayant valeur pour le mois Mo.

I_n = dernière valeur connue de l'index CPF 61.20 à la date d'établissement de la révision

I_o = valeur de l'index CPF 61.20 pour le mois Mo

L'indice Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) –
Identifiant : CPF 61.20 – Services de télécommunications sans fil.

Site ou source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766425>

17.4.2 Ajustement spécifique: répercussion de la baisse des tarifs publics du Titulaire

Dans le cas où les prix inscrits au catalogue et mentionnés en annexe à l'acte d'engagement, seraient amenés à baisser, le Titulaire s'engage à faire bénéficier la Personne Publique de ses tarifs en vigueur, dans un délai maximal de 15 jours suivants la baisse, et ce durant la période de validité du présent marché.

A cet effet, le Titulaire transmet à la Personne Publique, tous les premiers lundis du mois, son catalogue des prix publics concernant les fournitures du présent marché.

Dans le cas où le Titulaire procéderait à une promotion pour l'ensemble de sa clientèle et que cette promotion concerne les fournitures objet de ce marché et inscrites à l'acte d'engagement, la Personne Publique bénéficiera de cette offre. Si les prix des produits, objets de cette promotion, sont inférieurs au prix net remis accordé à la Personne Publique, le Titulaire joindra à sa facture le tract promotionnel justifiant le tarif.

17.4.3 Modalités

La révision des prix par le Titulaire est annuelle, et s'effectue à la date anniversaire du contrat.

- **Modalités :** Le Titulaire doit faire parvenir sa demande de révision par mail à marches-publics@mipih.fr, un mois au moins avant la date anniversaire de la notification du présent marché.
 - Ce mail devra obligatoirement être accompagné d'un fichier Excel présentant le détail de la formule de calcul, les prix initiaux, les prix révisés et une colonne contenant le pourcentage d'augmentation ou de diminution.
 - L'Acheteur peut aussi, dès la réception de la demande, ne pas accepter la révision telle que présentée par le Titulaire et débiter les échanges par mail. Le Titulaire devra alors fournir toutes les pièces justificatives demandées prouvant l'augmentation ou la diminution des prix révisés jusqu'à l'obtention d'un accord de la part de l'Acheteur.
 - Modification de l'annexe financière :
A l'issue des échanges, le Titulaire renverra par mail la demande de révision au format PDF signée de manière électronique.
Après acceptation de l'Acheteur par mail, cette nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.
 - Application du nouveau tarif :
En cas d'accord, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché qui suit la demande de révision.

Clause de sauvegarde :

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché à la date de changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation supérieure ou égale à 4% l'an. Ce pourcentage s'entend pour chaque ligne de l'annexe financière.

17.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

Article 18. Modalités de règlement du marché

L'Acheteur se libère du montant dû, sur présentation d'une facture, en faisant porter les sommes dues en exécution du présent marché au compte indiqué à l'Acte d'engagement.

18.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R. 2192-12 à R. 2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les factures sont payées à terme échu.

Le paiement des prestations respecte l'échéancier suivant :

Selon le phasage déterminé dans le D.P.G.F, le paiement des prestations sera réalisé à terme échu / lors de la réalisation de la phase concernée.

Echéancier de paiement

Part forfaitaire :	
Paramétrage	- Prononcé de la Mise en Ordre de Marche (MOM) : 30% - Vérification d'Aptitude (VA) positive : 30% - Vérification de Service Régulier (VSR) positive : 40%
Mise à disposition de la plateforme	Facturation mensuelle à terme échu
Suivi support (maintenance)	Facturation mensuelle à terme échu

Transfert de compétence	Facturation si la prestation a effectivement été commandé et après constatation du service fait
-------------------------	---

Part unitaire :	
Fourniture de SMS/MMS	Facturation mensuelle à terme échu de la fourniture de SMS/MMS

La facture devra distinguer la part forfaitaire de la part à bon de commande.

18.2 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique : depenses@numihfrance.fr

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de référence ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Fabrice DECOSSE

Comptable assignataire

12, rue Michel Labrousse
31000 Toulouse

18.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-TIC.

Article 19. Pénalités

19.1 Généralités

Par dérogation sur les modalités d'information du titulaire, à l'article 14.1 du C.C.A.G.-TIC, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations, il est stipulé que :

1/ En aucun cas, le prestataire (titulaire, cotraitant ou sous-traitant éventuels) ne pourra prendre prétexte d'un manque d'informations, d'instructions ou de renseignements pour justifier ses manquements, la charge de les obtenir suffisamment à l'avance lui incombant.

2/ En cas de manquement prévisible dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'Acheteur dans les plus brefs délais par un courriel (ou un courrier) motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés, sans que le titulaire soit pour autant dégagé de ses obligations contractuelles concernant les prestations à exécuter.

3/ Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées, par écrit motivé et signé des parties au présent marché.

4/ Le recouvrement des pénalités s'opère par l'émission d'une facture.

5/ En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées.

6/ Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable, sous réserve d'un constat contradictoire du manquement effectué entre les parties.

Avant toute application de pénalité, Numih France communique au titulaire les manquements constatés ainsi que le montant des pénalités envisagées. Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations.

À l'issue de ce délai, Numih France notifie, le cas échéant, le montant définitif des pénalités appliquées.

7/ Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

8/ Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-TIC, le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est en est redevable quel que soit leur montant total.

9/ Le montant de la pénalité ne peut pas dépasser 10% du montant du montant total HT du marché.

10/ Aucune pénalité ne pourra être appliquée lorsque le manquement résulte :

- d'un fait imputable à Numih France ;
- d'un cas de force majeure ;
- d'un retard de validation ou de fourniture d'éléments nécessaires relevant de Numih France ou d'un tiers mandaté par celle-ci.

Le Titulaire doit apporter tous les éléments permettant de justifier que le manquement ne lui est pas imputable.

11/ En cas de désaccord sur les pénalités applicables, le comité de pilotage rapporte aux responsables du contrat puis au comité de pilotage qui examine le différend lors de sa prochaine réunion, étant entendu que l'existence d'une objection à l'application d'une pénalité n'a pas pour effet de suspendre son application ou la réalisation des prestations.

12/ Les pénalités exprimées dans le présent document sont en euros hors taxes.

13/ Les délais mentionnés sont par dérogation à l'article 3.2.2 du C.C.A.G.-TIC exprimés en jours ouvrés.

19.2 Pénalités relatives au retard de la mise en ordre de marche (MOM)

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, la pénalité commence à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution de la mise en production des prestations est expiré, au plus tard 3 mois après la notification du bon de commande d'initialisation des prestations, sous réserve des stipulations du 3.2.4

La pénalité applicable est égale à 1000€ par jour de retard.

19.3 Pénalités pour retard d'envoi des SMS

Le délai maximal d'envoi des SMS est de 5 minutes à compter de la réception de l'ordre d'émission par le titulaire.

La pénalité applicable est égale à :

- 100€ dès que plus de 0,15 % et moins de 1,00 % des SMS sont envoyés en retard sur une journée ;
- 250 € dès que plus de 1,00 % et moins de 5,00 % des SMS sont envoyés en retard sur une journée ;
- 500 € dès que plus de 5,00 % des SMS sont envoyés en retard sur une journée

19.4 Pénalités pour indisponibilité (GTR)

La pénalité s'applique en cas de dysfonctionnement non résolu empêchant l'envoi des SMS. Elle commence à courir à compter du lendemain de l'incident.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/TIC, dans le cas où l'indisponibilité persiste au-delà du temps de GTR précisé au CCTP, à partir de la date conjointement acceptée dans le plan de résolution pour la livraison d'une solution définitive ou de contournement, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par heure ouvrée de retard.

19.5 Pénalités en cas de manquements fonctionnels

La pénalité s'applique si le titulaire est incapable de réaliser certaines fonctionnalités des prestations et que le pouvoir adjudicateur est dans l'obligation de faire intervenir un autre prestataire. Elle est égale à 300€ par jour d'indisponibilité. Elle se cumule avec le non-paiement des prestations considérées, ou leur réfaction.

19.6 Pénalités relatives à la délivrabilité

En cas de non-respect du taux de délivrabilité mensuel :

- entre 97 % et 98 % : 1 % du montant mensuel concerné ;
- entre 90 % et 97 % : 3 % du montant mensuel concerné ;
- inférieur à 90 % : 5 % du montant mensuel concerné.

Aucune pénalité ne pourra être appliquée sans analyse contradictoire permettant d'identifier l'origine des dysfonctionnements.

19.7 Sécurité et protection des données

Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur sans délai injustifié de tout incident de sécurité ayant un impact sur la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des données et services.

En cas de manquement grave aux obligations de sécurité ayant conduit à une compromission avérée imputable au titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 2 000 euros par incident, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts.

Cette pénalité ne pourra être appliquée qu'après procédure contradictoire.

19.8 Pénalités relatives à la réversibilité et continuité d'exploitation

Le titulaire garantit la continuité des services pendant toute la durée du marché, y compris en cas de recours à des sous-traitants.

Tout changement majeur d'infrastructure, d'opérateur de routage ou d'architecture technique susceptible d'avoir un impact sur le service devra être notifié au pouvoir adjudicateur au minimum 30 jours avant sa mise en œuvre.

En cas de changement entraînant une interruption non planifiée supérieure à 4 heures, une pénalité forfaitaire de 1 000 euros pourra être appliquée.

19.9 Pénalités relatives au travail dissimulé

Une pénalité est applicable en cas de non déclaration de l'activité de l'entreprise. En effet, suite à une demande de régularisation demeurant sans effet au bout d'un délai expresse prévu par l'acheteur dans ladite demande, l'entreprise s'expose à une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard à compter de l'expiration du délai, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, relatifs à la déclaration d'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

19.10 Pénalités pour non-respect des évolutions réglementaires

Le Titulaire dispose de 1 mois pour procéder à la mise à disposition d'une version prenant en compte les évolutions réglementaires.

En cas de non-respect de ces évolutions, il encourt, après mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 500 € par jour de retard constaté.

19.11 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G.-TIC les pénalités sont appliquées comme suit.

En cas de manquement à ses obligations de confidentialité – sécurité telles qu'exprimées au présent document, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 € par manquement constaté, et ce sans mise en demeure préalable.

19.12 Pénalités pour absence aux réunions

Le titulaire est tenu de participer à toutes les réunions au titre du pilotage du marché. Toute annulation doit se faire au plus tard 5 jours avant la tenue de la réunion. A défaut et sans motif valable, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par absence constatée.

19.13 Pénalités pour perte ou non restitution de badge en fin d'intervention

En cas de non restitution de badge en fin d'intervention collaborateur du Titulaire, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 1 500 € HT par badge non restitué ou perdu.

19.14 Pénalités pour non-conformité des prestations

Tout livrable jugé non conforme au cours de la réception donnera lieu à la production par le titulaire d'une version corrigée dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification des remarques de l'Acheteur.

Le non-respect de la date de livraison, pourra donner lieu à l'application de la pénalité pour dépassement de délai (article « *Pénalités pour non-respect des délais d'exécution* » supra).

Dans l'hypothèse où la nouvelle version remise ne serait toujours pas conforme, une autre version pourra être exigée dans les mêmes conditions.

Par dérogation à l'article 14.1.1. du C.C.A.G.-TIC, à compter de la troisième version d'un livrable jugée non conforme, le titulaire peut encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 30% du montant de la commande par livrable non conforme sans que celle-ci ne puisse excéder 10% du montant du marché.

19.15 Manquement aux obligations de remplacement en cas de départ ou d'absence

Le non-respect des modalités de remplacement imposés au C.C.A.P., pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 3500€ HT par manquement constaté, que ce remplacement ait lieu à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire.

19.16 Pénalités pour non-respect de la clause du plan de continuité d'activité (PCA)

Par dérogation à l'article 14.1. du C.C.A.G.-TIC, en cas de non-respect de la clause PCA et, notamment en cas d'absence ou de retard de transmission du document dans un délai de 3 mois après notification du marché, le Titulaire s'expose sans mise en demeure préalable, une pénalité de 1500 € HT par semaine de retard.

Article 20. Propriété intellectuelle sur les résultats

En complément de l'article 43.1 du C.C.A.G.-TIC, la notion de « *Résultats* » désignent tous les éléments quels qu'en soit la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marchés, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Spécifiquement à la prestation due au titre du marché, les Résultats comprennent tous les développements spécifiques créés par le Titulaire pour le compte de l'Acheteur ou lors de l'exécution

de la prestation, les formations sur-mesure et les livrables, de quelque nature que ce soit, associés, les procédés, méthodes, savoir-faire nouveau issus de la réalisation de la prestation au titre du marché. De manière générale, toute œuvre de l'esprit réalisée par le Titulaire et l'Acheteur lors de l'exécution de la prestation au marché.

En complément de l'article 43.2 du C.C.A.G.-TIC les connaissances antérieures seront celles expressément identifiées par le Titulaire. Celles-ci seront soumises au régime de protection des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards prévu à l'article 44 du C.C.A.G.-TIC

Conformément à l'article 44.2 du C.C.A.G.-TIC à défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Par dérogation à l'article 46 du C.C.A.G.-TIC les livrables associés à la formation sur-mesure et tous les développements spécifiques construits pendant, pour ou grâce à la formation seront considérés comme confidentiels et feront donc l'objet d'une cession à titre exclusive des droits de propriété intellectuelle, en faveur de l'Acheteur.

Le Titulaire cède de manière exclusive, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux mentionnés dans le C.C.A.G.-TIC et dans le périmètre établi dans le C.C.A.G.-TIC. A savoir, les droits d'exploitation, de représentation, de reproduction et de divulgation pour le monde entier, pour la durée légale de droit d'auteur, des droits voisins ou des droits de propriété industrielle.

Article 21. Clause de sécurité

La charte sécurité du système d'information énonce les exigences relatives à la sécurité de ses systèmes d'information. Elle est applicable aux prestataires externes, ayant accès dans le cadre de leur mission à tout ou partie des Systèmes d'Information de l'acheteur.

Lorsque le candidat a obtenu une certification 27001 sur le périmètre de la prestation visée par le présent marché, un certificat en cours de validité est à fournir.

Article 22. Clauses de réexamen

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié selon les clauses suivantes :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d'un nouvel accord sur le ou les prix en cas d'une évolution disproportionnée du ou de ces prix, en application de la clause de révision des prix prévue au présent CCAP, et susceptible notamment d'altérer l'équilibre financier du contrat
- b) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'évènements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- c) L'ajout de nouvelles unités d'œuvre non prévues initialement et devenues nécessaires en cours d'exécution du marché. Etant entendu, que ces unités d'œuvre doivent être en lien avec l'objet du marché ;
- d) La modification des indicateurs de performance dans la limite de cinq modifications par an.
- e) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
 - f) Que les nouvelles références respectent le CCTP ;
 - g) Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.
- h) Changement de titulaire : un nouveau titulaire pourra remplacer le titulaire initial en cas décès de ce dernier.

i) Cessation des activités du Titulaire

- a. Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.
- b. La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'acheteur quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.
- c. L'acheteur se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'Acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et support ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait :

- Soit exécuté selon les dispositions de l'article 54 du C.C.A.G.-TIC
- Soit résilié aux torts du Titulaire.

Article 23. Responsabilité et assurances

En compléments des dispositions mentionnées aux articles 8 et 9 du C.C.A.G.-TIC, est convenu ce qui suit.

23.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l'Acheteur et celle du Titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causés par le personnel ou le matériel des deux acteurs du projet.

23.2 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de l'Acheteur ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l'Acheteur, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au marché.

23.3 Responsabilité en cas d'atteinte à l'intégrité des données ou la disponibilité des services

Le Titulaire sera tenu responsable des préjudices subis par l'acheteur ou un tiers et causé, directement ou indirectement, par la mise en œuvre, fautive ou non, partielle ou non, des prestations du titulaire.

23.4 Assurances

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux personnels ou aux biens de l'acheteur, ou à des tiers (et notamment acteurs de santé) du fait de sa présence sur site.

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.-TIC, le Titulaire (chacun des membres du groupement le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

Il veillera à informer l'acheteur de tout changement de police d'assurance en cours de marché, et remettra, à chaque renouvellement de sa police d'assurance, des documents à jour.

Article 24. Obligation de vigilance dans les marchés publics

Pour chaque lot, le titulaire s'engage à remettre à l'Acheteur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Une attestation de régularité fiscale en date de validité. A noter que lorsque l'entreprise est mentionnée comme étant une société-fille, vous devez également nous faire parvenir l'attestation de la société-mère.
3. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a. L'identification de l'opérateur économique, N° de SIRET
 - b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En cas de groupement ou de sous-traitance, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

Article 25. Travailleurs détachés

Tout employeur établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L.1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D.1265-1 du code du travail.

Conformément à l'article L.1262-2-1 du même code, il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, l'Acheteur est tenu de vérifier que le titulaire du marché qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

A cet effet et en application de l'article R.1263-12 du même code, le titulaire est tenu de transmettre à l'acheteur, préalablement au détachement, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution entraînera la résiliation de plein droit du marché par l'acheteur après mise en demeure non suivi d'effet.

Article 26. Résiliation

26.1 Généralités

Les articles 47 à 53 et 54 du C.C.A.G.-TIC s'appliquent au présent marché.

Il peut être mis fin à l'exécution du marché, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En tout état de cause, le présent marché étant conclu sans minimum de commandes, la résiliation du marché n'ouvrira droit au profit du Titulaire à aucune indemnité.

De même, et par dérogation aux dispositions de l'article 51 du C.C.A.G.-TIC Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général.

26.2 Décès, incapacité du Titulaire du marché

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si l'Acheteur accepte la continuation du marché par les ayants droit ou le curateur.

La résiliation du marché, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire ou ses ayants droit, à aucune indemnité.

En cas d'incapacité physique, manifeste et durable, du Titulaire, le marché peut être résilié sans que le Titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

26.3 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire du Titulaire du marché

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire du Titulaire du marché est notifié immédiatement à l'acheteur par le Titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'acheteur met en demeure l'administrateur, ou le Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, de se prononcer sur l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation du marché prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du Titulaire et si le liquidateur exige la poursuite du marché pendant la période visée à la décision de justice.

Dans tous ces cas, la résiliation n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

26.4 Faute du Titulaire du marché

Les dispositions de l'article 50 du C.C.A.G.-TIC sont complétées comme suit. L'Acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnité, dans les hypothèses où le Titulaire aurait manqué à ses obligations contractuelles ou commis une faute rendant impossible la poursuite des relations contractuelles, et notamment dans les cas suivants :

- a. Défaut de désignation dans un délais de 30 jours ou récusation du responsable de projet dans les conditions prévues au contrat.
- b. En cas de deux refus successifs par l'Acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire ;
- c. Si le titulaire ne respecte pas l'annexe financière du marché.
- d. Si le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ; non-production des livrables demandés dans le cadre du contrat ; mauvaise exécution et/ou inexécution fautive d'un ou plusieurs bons de commande par le Titulaire ;
- e. Si le Titulaire effectue du démarchage direct auprès des adhérents de l'Acheteur sans en informer préalablement l'Acheteur (établissement concerné, sujets/domaines ...) et/ou qu'il ne restitue pas les informations après intervention directe auprès de celui-ci ;
- f. Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ; inexactitude des renseignements article L 2196-6 du code de la commande

- publique ; le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues au contrat ;
- g. Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées au contrat ;
 - h. Le titulaire déclare, indépendamment du cas de décès ou incapacité civile, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
 - i. Le titulaire n'a pas communiqué les modifications portant sur sa situation juridique ou économique, précisées à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-TIC, et que ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
 - j. Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
 - k. Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément au contrat.
 - l. L'utilisation des résultats par l'Acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
 - m. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
 - n. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;

Sauf dans les cas prévus aux b, d, f, g, h, l, m, et n ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'Acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'Acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués au titre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

16.5 Résiliation des bons de commandes

Les conditions de résiliation des bons de commande sont celles mentionnées au CC.C.A.G.-TIC. Il est néanmoins précisé que dans le cadre d'une résiliation pour faute du Titulaire, aucune indemnité ne pourra être accordé au Titulaire et que le Représentant du pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Outre les cas visés à l'article 50 du C.C.A.G.-TIC, dans le cas de deux rejets successifs du même livrable, le représentant du pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de résilier les bons de commandes sans qu'une mise en demeure préalable ne soit exigée. Cette résiliation n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité au bénéfice du Titulaire. De même, le défaut et/ou mauvaise exécution des prestations objet du bon de commande après mise en demeure restée infructueuse justifiera une résiliation dans les mêmes conditions.

Article 27. Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 54 du C.C.A.G.-TIC, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

27.1 Inexécution partielle ou totale de prestations

En cas d'inexécution partielle ou totale d'une ou plusieurs prestations, l'Acheteur peut faire procéder à l'exécution de celles-ci par un tiers aux frais et risques du titulaire sous réserve des dérogations suivantes à l'article 54.1 du C.C.A.G.-TIC.

- L'Acheteur n'a pas l'obligation de prouver au titulaire que les prestations concernées ne peuvent souffrir aucun retard.
- La décision de l'acheteur n'est pas limitativement subordonnée à une quelconque décision de résiliation du marché.

L'exécution des prestations par un tiers n'affecte en rien pour le titulaire l'obligation du bon achèvement de l'exécution des autres prestations en cours.

Pour l'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire, il est passé un contrat avec un autre prestataire. Le décompte général du marché exécuté par le tiers prestataire ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif de celui-ci.

27.2 Résiliation du contrat aux frais du titulaire

En cas de résiliation du contrat aux frais du titulaire, il est passé un contrat avec un autre prestataire pour l'achèvement des prestations.

Le décompte général du contrat résilié ne sera notifié au prestataire qu'après règlement définitif du nouveau contrat passé avec le tiers prestataire pour l'achèvement des prestations.

Article 28. Règlement des différends

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions de l'article 55 du C.C.A.G.-TIC. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d'échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Article 29. Dérogation au C.C.A.G.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Nature de la dérogation	Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G.TIC
Délais de mise en ordre de marche	3.2.2	29
Ordre de priorité des documents contractuels	5.1	4.1

Notification du marché	5.3	4.2.1
Présence du titulaire aux opérations de vérification	11	28.5
Emission de bon de commande	16.1	3.7.2
Révision des prix	17.4.1	10.1.1
Formule de révision	17.4.1	10.1.1
Pénalités - Généralités	19.1	14.1 / 14.1.3
Pénalités - MOM	19.2	14.1 / 3.2.2
Pénalités - GTR	19.4	14.2
Pénalités – Non-conformité	19.11	14.3
Pénalités – PCA	19.16	14.1
Propriété intellectuelle	20	46
Délai de remise des attestations d'assurance	23.4	9
Résiliation – Généralités	26.1	51
Inexécution partielle	27.1	54.1

Cette liste n'est pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les stipulations dérogatoires au C.C.A.G. qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.